

COLLOQUE DU CONSEIL FRANCO-BRITANNIQUE

**LES CRISES DU PROCHE ET DU MOYEN ORIENT :
VUES FRANÇAISES ET BRITANNIQUES**

Paris, 29 JUIN 2006

SOMMAIRE

- Communiqué..... 2

- **Rapport :**
 - Introduction..... 4
 - I : Les menaces..... 4
 - II : La sortie de crises 8
 - III : L’accompagnement vers la démocratie et le progrès..... 12



- **Annexes :**
 - Ordre du jour..... 15
 - Listes des participants français et britanniques 17

Ce rapport a été rédigé par Jean-Marie LE BRETON, ancien ambassadeur et Vice-Président de la Section française du Conseil franco-britannique.

COMMUNIQUE

1. Le Conseil franco-britannique a organisé à Paris le 29 juin 2006 un colloque, sous la double présidence de M. Jean-Pierre Lafon, Ambassadeur de France, et de Sir Harold Walker, ancien Ambassadeur du Royaume-Uni, pour un échange de vues sur les crises du Proche et du Moyen Orient. Les discussions, qui se sont déroulées dans un climat de grande confiance et de réelle franchise, ont permis de mettre en évidence une convergence d'analyse sur les risques et les enjeux liés à l'évolution de la situation dans cette région.

Tout d'abord, à l'égard de la perception des menaces, les participants ont distingué leurs causes profondes de leurs conséquences qu'il s'agisse de la montée de l'intégrisme, de l'extension du terrorisme et de l'hostilité grandissante des opinions publiques locales aussi bien envers l'Occident qu'envers leurs propres dirigeants.

Ils ont ensuite constaté une similitude de vues quant à l'analyse des enjeux. Ils ont notamment souligné l'urgence de mettre un terme à la violence, de comprendre la psychologie des parties aux conflits et de changer la perception anti-occidentale grandissante dans la région. De ce point de vue, les participants recommandent d'accroître les efforts dans le domaine de la communication, notamment auprès des médias locaux, pour encourager un certain nombre de valeurs essentielles de liberté et de tolérance de façon à promouvoir l'apaisement des tensions et la stabilisation de la région. Il s'agit de l'acceptation du règlement pacifique des différends, de la reconnaissance des frontières et du droit de chaque Etat à la sécurité, de la nécessité d'une bonne gouvernance et de l'utilité d'une aide concertée à la reconstruction, pour favoriser un développement social et économique harmonieux et réduire par la même les frustrations qui entretiennent l'intégrisme politique et religieux.

2. Le Conseil franco-britannique a également souligné des convergences de vues qui existent sur un certain nombre de points de fixation, que ce soit en Afghanistan, en Irak, en Iran ou bien encore au sujet de la question israëlo-palestinienne pour laquelle l'ensemble des participants a fait part de sa préoccupation en considérant l'aggravation récente de la situation sur le terrain.

3. Le Conseil invite les gouvernements français et britannique à tout faire pour continuer à agir ensemble dans la région, en étroite concertation avec leurs partenaires, notamment dans la gestion de la crise iranienne reconnaissant que la France et le Royaume Uni ont un rôle particulier à jouer pour aider à la compréhension des problèmes de la région. Dans cette optique, reconnaissant le rôle du gouvernement américain au Proche et au Moyen-Orient et accueillant avec satisfaction sa volonté de plus grand dialogue, le Conseil invite les gouvernements français et britannique à agir auprès de l'administration américaine, pour l'aider à progresser dans la voie d'un engagement constructif dans la région, à côté de la France, du Royaume-Uni et de l'Union européenne.

4. De manière similaire et compte tenu de leur histoire et de leur approche des événements, la France et le Royaume-Uni ont un rôle à jouer pour encourager le développement de structures démocratiques et pluralistes, tenant compte des spécificités locales.

5. Enfin, le Conseil recommande qu'une réflexion plus poussée soit menée entre les autorités françaises et britanniques sur le retrait des troupes d'Irak et d'Afghanistan en s'assurant de la sécurité de ces deux pays, sur la question de la pleine souveraineté irakienne, sur le statut des Lieux Saints à Jérusalem et sur les modalités d'un fonctionnement effectif du gouvernement palestinien.

C'est la raison pour laquelle le Conseil recommande aux gouvernements français et britannique de définir leurs objectifs communs dans la région et de les mettre en œuvre.

R A P P O R T

Après une présentation du colloque par Jacques Viot, Président de la Section française du Conseil franco-britannique, Jean-Pierre Lafon, Ambassadeur de France et ancien Secrétaire général du Ministère des Affaires étrangères, ouvre les travaux et souligne l'opportunité de cette rencontre qu'il va coprésider avec Sir Harold Walker. Français et Britanniques partagent des expériences communes au Proche et Moyen Orient ainsi qu'une connaissance approfondie des dossiers. En réunissant ce colloque, le Conseil a eu pour ambition d'inciter les deux gouvernements à jouer un rôle plus actif dans le traitement des crises qui troublent actuellement la région.

Poursuivant cet exposé, Sir Harold Walker, coprésident du colloque, ancien ambassadeur du Royaume-Uni à Bahrein, dans les Emirats arabes unis et en Irak, invite les participants à ne pas sous estimer le poids des Etats-Unis. Certes la seconde administration de Georges W. Bush est différente de la première et Français et Britanniques sont mieux écoutés. Il n'en reste pas moins que, pour l'Amérique, il s'agit d'une partie qui se joue sur un grand échiquier mondial, tandis que Français et Britanniques ont des vues plus concrètes et s'attachent davantage aux réalités sur le terrain.

1 – Les menaces

C'est Frank Gardner, journaliste de la BBC, qui ouvre les débats sur les menaces auxquelles nos pays doivent faire face. En fait la situation est complexe. Nous avons à préciser les menaces. Un premier objectif doit être de réduire la violence si l'on veut tenter d'améliorer la situation et contenir la menace. Ceci est vrai pour l'Irak mais aussi pour le Pakistan. La violence est mieux comprise par les Européens que par les Américains. Beaucoup d'Américains s'imaginent que leur présence en Irak est une réponse au 11 septembre. D'un autre côté, il y a des Arabes qui pensent que le 11 septembre a été l'oeuvre du Mossad. De telles perceptions trouvent leur place dans les théories de la « conspiration » qui se nourrissent de l'idée que la coalition veut rester en Irak. Il faut donc relativiser la notion de menace : est-ce une menace en provenance d'une seule partie – les Arabes en particulier ? Il faut tout faire pour que les peuples du Moyen-Orient se débarrassent des suspicions qui fleurissent du fait des interventions de l'Ouest dans cette région, au moins depuis 1967. Les peuples du Moyen-Orient, lorsqu'on leur parle des armes de destruction massive, estiment que leur existence présumée est un moyen de justifier la présence des forces de la coalition sur leur territoire. La perception de la menace n'est donc pas du tout comprise de la même manière en Occident et au Moyen-Orient. Les extrémistes islamistes évoquent les actes des Occidentaux pour nourrir leur théorie de la conspiration.

La réaction produit un phénomène de radicalisation qui explique qu'il soit facile de trouver des volontaires pour le Djihad. Il est donc nécessaire de dialoguer et d'informer les populations par les médias. L'absence de dialogue débouche sur la radicalisation et le durcissement des attitudes.

Gilles Kepel partage les analyses du précédent orateur. Sans vouloir s'appesantir sur les vieilles blessures ravivées, comme l'a fait remarquer Jacques Viot, par le conflit irakien, il s'interroge sur la situation en France et en Grande-Bretagne.

La France a été victime de vagues terroristes liées à l'intégrisme islamique, que ce soit au Moyen-Orient ou en Algérie. A noter que ces actes n'ont rencontré qu'un faible écho dans la population maghrébine. Il n'y a plus eu d'attentat en France depuis plusieurs années, alors qu'il y en a eu en Grande-Bretagne.

La question qui se pose est dès lors de savoir si les enjeux de la menace sont plus liés à une logique externe, à des prises de position liées aux rapports politiques internationaux qu'ils ne le sont à une logique interne. Il fut un temps où la Grande-Bretagne était épargnée par les attentats islamistes. En ce temps, le rapport entre les autorités britanniques et la communauté islamiste résidant dans le

Royaume-Uni était transféré à des intermédiaires. A l'inverse, la France était plus impliquée dans son rapport avec sa minorité musulmane. La non-intervention française dans le conflit irakien a, semble-t-il, bénéficié à la France, tandis qu'à l'inverse la motivation extérieure expliquerait l'apparition d'actes de terrorisme et d'intégrisme en Grande-Bretagne, liés à la participation de Londres dans le conflit irakien. Ainsi peut-on relever que la menace prend une forme différente selon qu'elle est motivée en fonction d'objectifs extérieurs ou au contraire par des raisons internes, souvent liées à un contexte social. Il en résulte que se pose la question de savoir si une politique européenne est envisageable.

Au reste, note Sir Brian Crowe, il faut se garder d'assimiler l'intégrisme islamiste aux Arabes. Après tout en Grande-Bretagne, les terroristes viennent tout autant du sous-continent indien.

Il faut également distinguer entre le contexte irakien et le contexte palestinien. Dans le premier cas, il s'agit d'un Etat considéré comme une menace et dans le second cas il y a deux peuples qui luttent pour un territoire avec des raisons qui peuvent être justifiées. Le problème n'est pas seulement religieux mais peut-être politique et territorial : il y a danger à faire un amalgame entre ces deux problèmes.

Sidney Shipton est un artisan du dialogue entre les trois grandes religions monothéistes. Pourquoi, s'interroge-t-il, constate-t-on une telle hostilité à l'encontre de l'Occident ? Pourquoi tant d'hostilité entre Chrétiens, Juifs et Musulmans ?

Se présentant comme un homme de terrain, l'orateur souligne que les populations ne se mélangent pas, ne se parlent pas, ne se connaissent pas vraiment. Les stéréotypes perdurent. Certes, quelques signes d'amélioration apparaissent, en particulier dans la jeunesse. Il est nécessaire de dialoguer. Encore faut-il que le dialogue progresse « sur le terrain ».

Mona Siddiqui observe qu'il a été question d'une hostilité des Musulmans à l'égard de l'Occident. Ce n'est pas son avis. On parle de complot, ce qui signifie que les Musulmans ne croient pas que leur responsabilité soit uniquement en cause. Il y a eu nombre d'interventions des Occidentaux en terre d'Islam. Il en résulte des réactions de rejet, voire d'hostilité. La part des responsabilités dans les relations conflictuelles est bien plus équilibrée que l'on en juge du côté occidental.

Bassma Kodmani, poursuivant cette analyse, souligne que l'on réfléchit aux symptômes alors qu'il faudrait se concentrer tout autant sur les causes et sur les raisons de l'hostilité entre les deux partenaires. Le terrorisme est l'expression de crises plus profondes : un territoire pour la Palestine, une volonté de puissance pour l'Iran. Il faut distinguer entre les crises politiques et le discours religieux qui permet de relancer des institutions, structurer les crises, les conflits territoriaux. Cette distinction n'est pas facile, car il y a en effet une islamisation des conflits. Le discours religieux est porteur, populaire. Il traduit et reflète l'échec des institutions politiques.

Pour Christopher Segar, il arrive qu'on ne puisse s'attaquer qu'aux symptômes, quelque désir que l'on ait de travailler sur les causes. Il y a certes des conflits territoriaux et politiques, mais il y a aussi un fait religieux incontournable. La première obligation est de réduire la violence et organiser le dialogue.

Revenant aux exposés introductifs, Lord Temple-Morris souligne que l'un des orateurs, Frank Gardner, a donné priorité à la dimension externe, internationale, du problème tandis que Gilles Kepel en a surtout retenu l'aspect interne. Ces deux approches sont complémentaires. En choisissant le premier les Britanniques ont été moins avisés que les Français qui ont donné la priorité aux aspects internes. Le rôle des Britanniques aux côtés des Américains a eu pour résultat que la communauté musulmane britannique s'est jugée vulnérable. On ne peut pas se passer des Américains. Mais les Français ont fait une meilleure analyse de la situation locale. Il est vrai que les institutions politiques arabes sont très fragiles. Une voie pourrait être de travailler entre Britanniques et Français pour agir sur les Etats-Unis afin qu'eux-mêmes fassent pression sur Israël.

Pour Paul Stevens, on parle beaucoup de « Dieu » dans ce contexte mais c'est l'économie où le bât blesse le plus, aussi bien dans le Moyen-Orient que chez nous. Si la société n'est pas consolidée par une économie saine, elle est en danger et avec elle les structures du pays. Dans les rapports avec des tiers, ici encore, il ne s'agit pas tant d'un problème religieux que d'économie et de stabilité sociale. Nous avons échoué dans ce secteur.

Michel Massih invite les Français et les Britanniques à couper le cordon ombilical qui les relie aux Etats-Unis. Il faut faire reconnaître qu'il n'y avait aucune raison logique à l'agression de l'Irak. D'autre part, la question palestinienne est centrale. Ce que décide Israël est injustifiable. Nos principes sont bafoués. Les jeunes ont l'impression que les médias occidentaux essaient toujours d'excuser les Israéliens. Nous donnons le sentiment que les Israéliens bénéficient d'une constante impunité. Ce n'est pas ainsi que nous mettrons fin au terrorisme.

Alain Dejammet conteste l'image d'une communauté arabo-musulmane qui se serait manifestée en novembre 2005 dans les banlieues françaises. Il s'agissait davantage de jeunes Africains sans référence religieuse. Il faut reconnaître que souvent Français et Britanniques ont divergé que ce soit en 1980 lors du conflit Irak-Iran, et lors de celui du Koweït en 1990. On dit qu'il faut défendre nos valeurs, ce qui peut signifier que nous ne devons pas faire silence sur certaines pratiques qui rendent notre discours difficilement intelligible pour ceux qui sont de l'autre côté.

Il faudrait que nous mettions fin à la triade qui repose sur la « conspiration », la provocation et l'initiative. Il n'avance à rien de voir la conspiration partout, ou la provocation, comme il faut cesser d'attendre le salut d'une initiative nouvelle qui n'a de nouvelle que le nom.

François Nicoullaud revient sur la notion de menace. Elle est comprise de manière différente selon que l'on est dans un côté ou dans l'autre. Tout d'abord, explique-t-il, s'il est vrai que menace il y a, la question est de savoir si cette menace est véritablement vitale. On peut en douter. Il y a eu dans le passé des menaces bien plus graves qu'il s'agisse du nazisme ou du stalinisme ou d'autres encore. La dimension n'est pas la même. La menace que nous sommes appelés à analyser est perçue différemment selon que l'on est d'un côté ou de l'autre de la barrière. Les peuples du Moyen-Orient peuvent se considérer comme des victimes des Occidentaux depuis la fin de l'empire ottoman. Nous autres Occidentaux cherchons à justifier notre intervention alors que de l'autre côté elle est comprise comme une ingérence permanente dans les affaires de la région.

Jacques Viot tient des propos dans le même sens. Il note qu'au moment de rédiger l'ordre du jour de la réunion il avait été question de la menace qui pouvait venir de l'Occident. Nous avons voulu dire qu'un manque de connaissance et que l'absence de compréhension des peuples et des problèmes du Moyen-orient ont des conséquences néfastes pour la stabilité de la région. Français et Britanniques réunis aujourd'hui n'ont-ils pas pour devoir de faire avancer une meilleure connaissance des problèmes de cette zone ?

Patrick Seale voudrait apporter un simple codicille aux propos des orateurs précédents dont il approuve la teneur. Au fond il y a peu d'attaques terroristes si l'on considère la violence et la brutalité des interventions armées des Occidentaux en Irak et des Israéliens en Palestine. Compte tenu de la faiblesse des gouvernements de la région on constate deux poids et deux mesures dans le traitement des problèmes. Il faut agir par le dialogue plus que par la diplomatie ; ne pas intensifier les mesures militaires mais, au contraire en réduire la violence. Britanniques et Français partagent une très lourde responsabilité. Ils doivent se libérer des liens qui les unissent aux Américains car notre intérêt n'est évidemment pas de vivre avec une poudrière à notre porte.

Pour Maurice Fraser, une solution ne peut être envisagée que si les pays de la zone bénéficient d'une meilleure gouvernance. C'est son absence qui explique très largement le caractère chaotique de la situation dans la région. Certes nous avons des responsabilités dans une situation qui est très

dangereuse, mais elles ne sont pas les seules et il ne convient pas de noircir notre rôle. Une bonne part des difficultés présentes est liée à la faiblesse de la gouvernance des Etats de la région.

Jonathan Steele considère que la cause majeure des crises actuelles réside dans les interventions qui, au cours des siècles, ont été perpétrées par les Occidentaux dans la région du Proche et du Moyen-Orient. Il en est résulté un sentiment d'hostilité dont les Musulmans souffrent comme de l'absence de compréhension de la part des Occidentaux. Il suffit de rappeler le peu de considération accordée aux grandes manifestations d'opposition à l'intervention armée en 2003 contre l'Irak. Il s'agissait d'une opposition pacifique multiculturelle – opposition à ce que les musulmans du Royaume-Uni considéraient comme leur gouvernement – dans l'espoir que leur appel serait entendu. Il convient que Français et Britanniques se démarquent des Américains.

Dominique Bromberger, témoin oculaire des incidents de novembre à Clichy-sous-Bois et dans la banlieue de Paris, confirme ce qui avait été relevé par un intervenant, à savoir que ce n'étaient pas des émeutes ethnico-religieuses, comme elles ont été souvent présentées, mais le résultat de troubles sociaux. Certes il y a eu des relents islamistes, mais ce n'était pas le mobile fondamental : les causes en étaient le chômage, l'absence d'avenir.

L'orateur, faisant allusion aux événements de la nuit du 28 au 29 juin en Palestine, condamne l'arrestation sans précédent de la moitié du gouvernement palestinien du Hamas, issu d'élections démocratiques. Il se demande si un tel fait ne devrait pas être condamné par les participants au colloque.

Revenant sur la haine du capitalisme et des Etats-Unis qui s'exprime si communément dans le monde arabo-musulman et sur la condamnation des actions israéliennes, Yossi Mekelberg observe en parallèle l'attraction du monde moderne, du monde capitaliste sur des populations en voie de paupérisation, sans espérance. Les incompréhensions ne reposent pas seulement sur des faits – comme l'incident sur la plage à Gaza – mais aussi sur un imaginaire ou sur des rumeurs. Certains conflits sont réfractaires à toute solution. On a cru en 1993 que l'on aboutissait enfin à une solution. Mais les deux côtés ont des approches opposées même si 70/75 % de la population en Israël comme en Palestine considèrent que la solution passe par l'existence de deux Etats, solution que les extrémistes des deux bords combattent avec énergie.

Sami Khiyami (Ambassadeur de Syrie à Londres), qui s'exprime comme un invité de la Section britannique du Conseil, déplore les incompréhensions qui font s'opposer les Occidentaux et les hommes du Moyen-Orient. L'attitude des Occidentaux nous laisse perplexes. Ignore-t-on tout ce que le Moyen-Orient porte avec lui de culture et d'histoire ? L'Estonie par exemple peut-elle être considérée comme un des artisans de la civilisation européenne alors que l'on exclut des peuples qui ont porté dans l'histoire des messages autrement significatifs ? Nul ne peut contester l'influence du monde arabe sur l'Europe.

Avant de donner la parole aux deux orateurs qui ont ouvert le débat sur « les menaces », Jean-Pierre Lafon souligne que, si le monde arabo-musulman représente une véritable menace, il n'est pas moins vrai que pour le monde arabo-musulman la menace, une menace bien réelle, vient, à l'inverse, de l'ingérence des Occidentaux.

Revenant sur le débat du premier chapitre du colloque, Frank Gardner note que des voix divergentes se sont exprimées. En fait ce ne sont pas les individus qui exacerbent les relations, ce sont les politiques. Qu'on le veuille ou non, nous sommes concernés par la politique américaine qui impose sa marque. La Russie, malgré ses efforts, ne peut pas s'abstraire de la politique américaine. Des Russes ont été les victimes de l'islamisme, à vrai dire en raison de la crise tchétchène.

Les débats ont confirmé que les peuples du Moyen-Orient, les Arabes du Golfe par exemple, ressentent la fascination de l'Ouest. Ce n'est pas la modernité qui est rejetée par les peuples du Moyen-Orient. Il n'y a pas de liens entre pauvreté et terrorisme. Ce sont des familles à l'aise qui ont donné les

kamikazes qui ont fait le 11 septembre. Si elles l'ont fait, c'est en raison de frustrations dont elles ont eu l'expérience. Dans ces conditions, il faut reconnaître, comme l'a dit Patrick Seale, que les conflits doivent être réglés sur le terrain. Les gens ne croient plus aux rencontres médiatisées de Charm el Cheikh ou d'ailleurs. Ce ne sont que des paroles et pas des actes.

Il convient sans attendre d'améliorer la communication, de faire savoir que de fortes condamnations peuvent venir de l'Occident comme suite à une politique de la coalition. Il faut faire savoir qu'il y a des gens à l'Ouest qui condamnent la politique d'ingérence de leurs dirigeants. Il n'est pas vrai que – comme l'a dit Georges W. Bush – les Arabes n'aiment pas notre style de vie. Ce qui compte c'est notre ingérence à laquelle il faut mettre fin.

L'orateur ne s'attend pas à un changement d'attitude rapide. Les images de Gaza renforcent le Djihad. Il faut donc travailler patiemment au dialogue avec le monde arabe. Il faut savoir assumer sa faute, ses fautes. Et la première chose à faire n'est-elle pas d'apprendre la langue de l'autre ?

Une autre conclusion est tirée par Gilles Kepel du débat sur « les menaces ». Il est important que les spécialistes occidentaux de l'Islam soient plus présents que jamais dans les médias arabes. Il faut maintenir la communication avec les Arabes et pas seulement pour y défendre les valeurs occidentales. Cela n'est pas fait suffisamment et pourtant il est nécessaire de faire savoir que les Occidentaux n'obéissent pas à des consignes, qu'ils peuvent s'exprimer librement, éventuellement pour appuyer un point de vue arabo-musulman. Les gens se voient mais insuffisamment. Il y a des juxtapositions d'identité, hostiles l'une à l'autre, mais il y a aussi interpénétration. Il fut un temps où les frontières étaient bien définies. Ce n'est plus le cas. Que l'on considère les conséquences de la Fatwa contre Rushdie. Il est nécessaire de se comprendre si l'on veut cohabiter.

On retrouve le débat classique entre Français et Britanniques : les premiers en faveur d'un modèle d'intégration, les seconds pour un modèle social et communautariste. Chacun de ces deux modèles a des avantages et des inconvénients. Nous avons par ailleurs en commun le problème de la relation avec les Etats-Unis. Le Moyen-Orient est devenu le « Proche-Orient ». Il pose des problèmes qui sont devenus plus internes qu'internationaux. En France, le véritable ministère concerné dans ce contexte n'est plus le seul Ministère des Affaires étrangères. C'est le Ministère de l'Intérieur qui est principalement compétent. Cela est vrai notamment pour la relation franco-algérienne. De même, en Grande-Bretagne, plusieurs députés aux Communes sont contraints de recourir à un discours sur l'Islam qui fera réussir ou échouer leur campagne électorale.

La situation est différente aux Etats-Unis. La communauté juive des Etats-Unis a réussi à écarter les arabo-musulmans du débat politique américain, ce qui est un contexte fondamentalement différent de celui qui existe en Europe où un débat se déroule pour ou contre Israël.

* * *

2 – La sortie des Crises

Invité par Sir Harold Walker à ouvrir le débat sur le second chapitre du colloque consacré au problème des sorties de crise, Sir Marrack Gouling observe que les crises qui sont évoquées dans l'ordre du jour concernent l'Irak, la Palestine, l'Iran et le Liban-Syrie. L'Afghanistan, mentionné dans le premier chapitre, n'est pas repris lors de cette session. Ce ne devrait pas être le cas parce qu'un conflit affecte actuellement l'Afghanistan où des insurgés tentent d'abattre un gouvernement pro-occidental. Il faut dire que les interventions dans ce pays n'ont jamais été suivies de succès dans le passé, au XIX^{ème} siècle notamment. Les Afghans ont toujours réussi à se débarrasser des influences extérieures. Les derniers à avoir échoué ont été les Soviétiques. Par conséquent il ne faut pas négliger l'Afghanistan.

Le conflit entre le Liban et la Syrie mérite-t-il en revanche une stratégie distincte ? Certes, les Français y ont des intérêts mais les pressions syriennes sur le Liban menacent-elles la paix dans la région ? Il est permis d'en douter. Je crois que l'on peut écarter cette crise de notre ordre du jour alors que l'Irak, l'Iran et la Palestine doivent y demeurer.

Comment bâtir une stratégie pour chacune de ces crises ? Naturellement la paix doit être l'objectif – paix avec les pays voisins, paix reposant sur une bonne gouvernance. Cet objectif peut-il être atteint : on peut en douter. Il faut donc être pragmatiques. L'expérience de l'Irak et de la tentative d'intervenir dans un pays violent et corrompu est là pour montrer que cette intervention a rendu la situation encore plus catastrophique. Dès lors quelles stratégies pouvons-nous concevoir ? En tout cas aucune solution durable ne pourra être assurée dans la région aussi longtemps que les troupes étrangères resteront en Irak comme en Afghanistan.

A noter qu'en Palestine les élections dont on pouvait penser qu'elles étaient libres ont eu de graves conséquences. En effet ce sont les extrémistes qui ont été élus. L'Occident n'a pas accepté ce verdict. Du coup la situation est pire qu'avant les élections. Mais il ne faut pas se prêter à des mesures qui auraient pour conséquence d'affamer les populations palestiniennes.

Antoine Sivan présente une perspective un peu plus optimiste. En effet, depuis le 20 avril 2005, on peut dire que la crise qui avait divisé les Occidentaux en Irak en 2003 est désormais derrière nous. L'enjeu est désormais d'accompagner le processus politique, c'est à dire de redonner aux Irakiens la maîtrise de leur destin. Notre objectif est que les Irakiens bénéficient à nouveau de leur indépendance et de leur souveraineté dans un environnement maîtrisé. Nous avons voté les résolutions de l'ONU qui vont dans ce sens. Nous avons réduit la dette de l'Irak et nous avons invité d'autres pays créanciers à le faire.

Il y a donc sur ce dossier beaucoup à faire ensemble. Il faut que nous aidions l'Irak à former des forces irakiennes. Nous ne sommes pas favorables à un rôle plus important de l'OTAN en ce domaine. Nous sommes favorables à la notion de « compact international » lancé par l'Irak, qui n'a pas encore de contenu précis. Telle que nous la voyons la démarche doit être politique et contractuelle, bien entendu avec les Irakiens et la communauté internationale et pas seulement avec les pays qui contribuent à la remise en état de l'économie irakienne. Nous devons aider nos amis britanniques à sortir du guépier irakien sans y tomber nous-mêmes.

En ce qui concerne le conflit palestinien, la France et le Royaume-Uni doivent s'entendre pour intervenir auprès des Américains. L'absence de solutions engendre le terrorisme et cela dure depuis cinquante ans. Toute politique du pire à l'égard du Hamas risque d'avoir pour résultat de le renforcer. Le statu quo n'est plus possible : s'il n'y a pas d'amélioration, il y aura dégradation de la situation. Voilà ce qu'il faut faire comprendre aux Américains. Ne peut-on faire passer notre message par l'Union européenne ou par le Quartet dont nos deux pays sont membres ?

La coopération franco-britannique sur le dossier iranien a été très bonne. Récemment une nouvelle proposition européenne a été faite par Javier Solana accompagné de trois directeurs politiques européens. Français et Britanniques se sont réjouis de la décision américaine d'appuyer l'initiative européenne et de la concertation avec les Russes et les Chinois.

Avec le Liban, les relations sont très fructueuses. Il existe une parfaite adéquation des attitudes des Français et des Britanniques dans ce secteur. Commencer par renforcer les structures libanaises, mettre en œuvre les résolutions de l'ONU, dialoguer avec la Syrie et en faire une condition de l'amélioration des rapports avec Damas.

Laissant de côté l'Afghanistan, Jonathan Steele donne priorité aux crises de l'Irak et de la Palestine. Dans le premier cas, il faut œuvrer au départ des forces étrangères stationnées en Irak dans le cadre d'un accord international auquel devront participer les pays de la région selon un calendrier précis

de retrait. En son absence aucun pays ne voudra accepter d'aider un gouvernement irakien qui n'est pas considéré comme représentatif. Il y aura une période de transition ; le gouvernement irakien ne sera souverain que s'il peut négocier un accord.

Pour ce qui est de la Palestine, il faut rétablir l'équilibre des responsabilités : à l'heure actuelles toutes les concessions sont exigées des Palestiniens. Ceux-ci n'ont pas de partenaires pour la paix. Les Israéliens doivent reconnaître non seulement le droit des Palestiniens à obtenir un gouvernement mais aussi un gouvernement qui fonctionne. Pour cela il faut faire pression sur Ehud Olmert. Aucune formule moins avantageuse que celle agréée par Ehud Barak à Taba serait tout simplement inacceptable. Israël doit renoncer à ses « attaques ciblées ». La bonne volonté doit émaner de l'une et comme de l'autre partie. Français et Britanniques doivent défendre cette proposition : les concessions ne doivent pas être unilatérales.

Le mot « dialogue », souligne Mona Siddiqui, ne fonctionne que si le partenaire vous écoute. Si on récuse un interlocuteur le mot dialogue n'a plus de sens : on doit accepter les interlocuteurs qui nous sont donnés par la situation présente.

Doit-on redouter un certain éloignement de l'Europe au regard des Etats-Unis ? Au contraire, la France et la Grande-Bretagne dans ce cas pourraient jouer un plus grand rôle. A noter que l'Iran escompte un soutien de la Chine et de la Russie dans un contexte international, par exemple si des sanctions devaient être envisagées.

Jacques Huntzinger propose quelques réflexions sur la situation présente d'Israël. Cet Etat a toujours conçu son environnement géographique dans le Moyen-Orient comme dangereux et hostile. Cet état de choses est devenu la référence fondamentale qui explique la politique d'Israël. Naguère Israël redoutait la menace militaire de certains de ses voisins. Cette crainte a disparu et Israël compte bien maintenir sa supériorité actuelle. Mais aujourd'hui il doit faire face à trois menaces. La menace terroriste, après la seconde intifada ; la menace nucléaire : le pays est entouré d'Etats qui ont ou cherchent à se doter de l'arme nucléaire ; enfin une menace démographique : au cœur d'une zone à taux de fécondité élevé. Pour faire face à cette troisième menace, la plus dangereuse, Israël a choisi la séparation, c'est-à-dire la création d'un Etat palestinien. Cette séparation et cette création sont, à long terme, le seul moyen d'assurer la pérennité d'Israël. L'Etat palestinien est la seule planche de salut d'Israël.

A l'heure actuelle, le dialogue entre France et Israël est de l'ordre de l'intérêt mutuel. Deux dossiers ont rapproché les deux pays : le projet nucléaire iranien et la relation syro-libanaise. Les progrès se conçoivent dans un contexte de dialogue et non d'unilatéralisme. Le processus de paix est lié à la volonté israélienne d'agir dans les deux mois qui viennent pour aboutir à une séparation qui ne serait pas unilatérale. A vrai dire, le débat se joue au sein de la communauté palestinienne : s'y opposent le Hamas et le Fatah, dans chacune de ces communautés. Le problème palestinien est terriblement complexe et de son échec ou de son succès dépendra largement l'unilatéralisme israélien.

Il serait trop simple de croire qu'il suffit d'inventer une solution pour qu'elle soit mise en œuvre, estime Sir Brian Crowe. La question est de savoir comment parvenir à sortir de la crise. Fixer un calendrier est bien mais insuffisant. Il faut trouver une bonne raison pour agir. La date du départ d'Irak des armées de la coalition, l'organisation de l'évacuation sont des thèmes concrets sur lesquels on pourrait travailler en envisageant les modalités du retrait avec le concours de la communauté internationale et de Kofi Annan pour donner une certaine légitimité à cet exercice. La question est de savoir quel rôle pourrait jouer les puissances régionales dans ce processus. Quelle politique voudraient mener les pays arabes ?

En ce qui concerne la Palestine, l'orateur estime que Tel Aviv doit renoncer aux mesures de violence, aux attentats « ciblés ». Outre que ces actes sont condamnables en soi ils ne mènent à rien. Nos deux gouvernements assurent que rien n'est possible sans les Américains. Nos positions sont

différentes, au sein de l'Union européenne. La France a été plus clairvoyante. Il n'en reste pas moins qu'ensemble nous pourrions peser de tout notre poids pour parvenir à une position européenne. C'est donc par le biais d'une politique européenne que l'on peut espérer œuvrer à la paix.

Michel Massih approuve cette dernière proposition mais elle ne correspond pas à l'attitude actuelle du gouvernement de Tony Blair. Et pourtant il faudrait que l'Europe puisse se faire entendre. A l'heure actuelle on continue de demander des concessions aux Palestiniens. Mais où sont les concessions des Israéliens ? Il existe des tribunaux internationaux pour poursuivre les dirigeants qui n'ont pas respecté leurs engagements et les Droits de l'Homme : où sont les renvois de personnalités politiques israéliennes devant ces tribunaux ?

Tout à l'heure, souligne Michel Massih, on a plaidé pour la création d'un Etat palestinien, mais on n'a pas dit que les Palestiniens sont depuis des siècles chez eux à Bethléem, à Naplouse, à Jéricho. Les Chrétiens de Nazareth doivent-ils être déplacés ? Il serait choquant que l'on envisage de créer un Etat palestinien pour la seule commodité d'Israël.

Alain Dejammet, rappelant la coopération franco-britannique au Moyen-Orient au cours d'une longue période, estime que l'on peut songer à des travaux en commun. En Afghanistan la priorité est sans doute de lutter contre la production et le trafic de la drogue. Pour l'Irak ce qui domine c'est la suspicion des uns à l'encontre des autres pour l'exploitation du pétrole. Nous devrions abandonner toute idée de prendre une place dans le marché du pétrole d'Irak et de bousculer les velléités d'indépendance du gouvernement irakien. Ne pas accepter la progression des grandes compagnies en Irak aurait le meilleur des effets et nous rendrait plus crédibles.

Pour le Proche-Orient, l'orateur rappelle les progrès réalisés en 2000, date de la rencontre de Camp David. Ils ont échoué sur Jérusalem. Français et Britanniques ne pourraient-ils pas y réfléchir ? Il ne s'agit pas de la vieille idée d'internationaliser Jérusalem, idée sans avenir car ni les Juifs, ni les Arabes ne consentiront à renoncer à leur capitale. En revanche il existe une idée de statut international non pas pour la ville mais pour les Lieux Saints. C'est une idée qui mérite d'être approfondie. Un résultat dans ce domaine constituerait un réel progrès.

Sami Khiyami revenant sur l'ouverture de négociations sur l'Irak à des puissances de la région affirme que trois partenaires devraient y participer : ce sont les Palestiniens, Israël et l'Iran. A cette rencontre, il manque un partenaire – un quatrième pilier, un partenaire qui représenterait le Conseil de Sécurité et la Communauté internationale.

Dans une synthèse des travaux sur les sorties de crise, Antoine Sivan souligne l'apparition d'une convergence des Français et des Britanniques qui se traduit par la mention du retrait des forces de la coalition en Irak. Ce retrait doit se faire en pleine concertation avec les autorités irakiennes et dans le cadre des Nations-Unies. Ce sera un processus long sur lequel nos deux pays peuvent se concerter.

Quant au problème iranien, il mérite de faire l'objet d'une analyse plus approfondie. L'isolement de ce pays ne facilite pas le dialogue. Il faut cependant faire avancer les idées d'une « architecture » de sécurité régionale. Il n'y a pas de fatalité en faveur de l'arme atomique. Il faut encourager les Iraniens et les Européens à se parler, y compris par le biais de contacts discrets.

Pour Sir Marrack Goulding, il n'est pas suffisant d'évoquer le départ des forces étrangères d'Irak. Encore faut-il que l'on sache ce que l'on veut faire après le départ de ces troupes. Comment faire survivre le gouvernement irakien dans ce contexte ? N'y a-t-il pas danger de fragmentation de l'Irak ?

Pour ce qui concerne le problème palestinien, on doit constater un décalage extraordinaire entre le peuple palestinien et le gouvernement d'Israël. Est-il possible d'œuvrer pour plus d'équilibre entre les deux parties ? Est-il possible de trouver un point d'équilibre entre les positions des Palestiniens et les exigences du gouvernement d'Israël ? Est-il possible d'être impartial et neutre sur ce dossier ?

3 – L’accompagnement vers la démocratie et le progrès

Jonathan Steele estime nécessaire de préciser la notion de démocratie. Nombreux au Moyen-Orient pensent que l’on peut garder de la démocratie ce qui les arrange. La démocratie est comme une chaîne : elle perd son mérite si l’un des anneaux manque. La démocratie, c’est un ensemble qui ne repose pas seulement sur des élections, mais aussi sur l’Etat de Droit, les Droits de l’Homme, sur les partis politiques, la non-violence. Mais un certain nombre de jeunes dirigeants arabes souhaitent voir s’instaurer un état de choses, sur la base mal comprise d’une démocratie simpliste qui leur convienne. L’Islam politique progresse. Ses partisans peuvent espérer prendre le pouvoir par le biais des élections.

Les Etats-Unis encouragent les progrès de la démocratie. Ils le font cependant avec prudence, car il n’est pas impossible que les « démocrates », une fois au pouvoir, cessent de respecter les règles qui leur ont permis d’arriver au pouvoir. Le Hamas et les Frères musulmans représentent deux attitudes à l’égard du pouvoir. Il n’en reste pas moins qu’il est souhaitable que les Islamistes soient associés au pouvoir. L’Europe devrait appuyer ceux qui luttent pour la démocratie. Une formule peut consister à encourager et à donner des moyens aux organisations non-gouvernementales qui oeuvrent en faveur de l’Etat de droit, des droits de l’Homme. Encore faut-il que les ONG ne soient pas assimilés à l’action des Etats-Unis, ce qui serait proprement suicidaire !

C’est à un bilan tout aussi critique que se livre Jean-Claude Cousseran.

A l’heure actuelle, observe-t-il, l’image des Islamistes est favorable et elle bénéficie d’une légitimité incontestable. Ils présentent un projet de société conservateur, une démocratie éloignée de la conception que nous en avons en Occident. Bien mieux, les Islamistes sont hostiles à l’Occident. En réponse quelles sont les forces qui oeuvrent en faveur de la démocratie ?

Un premier groupe hétéroclite, que l’on peut qualifier de parti du modernisme : libéraux, intellectuels, ... Le second groupe est composé d’Islamistes qui bénéficient d’une bonne réputation dans l’opinion, de rigueur morale en particulier. Les Islamistes agissent très prudemment, sont toujours prêts au compromis. Un troisième groupe est composé des traditionalistes encore puissants dans la région. Pour beaucoup d’Islamistes l’entrée dans la société est une forme « d’ostracisation ». C’est le cas en Syrie. Dans d’autres pays une place se dégage en faveur des modernistes ou des islamistes : c’est à un objectif de modération qu’obéissent des dirigeants comme ceux de Jordanie et du Maroc. Les Etats-Unis naguère encourageaient l’ouverture aux Islamistes lorsqu’il s’agissait de lutter contre le communisme.

Les Occidentaux ne savent pas comment promouvoir l’intégration des Islamistes dans la société. Nous appartient-il de plaider en faveur de la démocratie ? Convient-il de l’imposer ? Entre l’islamisme et le pouvoir il n’y a rien. L’Occident peut jouer un rôle. Encore faut-il ne pas se tromper de langage. Le débat religieux n’est pas notre problème. Il ne convient pas de légitimer les contacts avec les Islamistes. Il faut s’appuyer sur les sociétés civiles. L’évolution de celles-ci passe par la réforme de l’Etat, la bonne gouvernance. Ce sont sans doute des groupes assez faibles mais nous avons intérêt à nous appuyer sur eux. Les Occidentaux peuvent agir par l’intermédiaire des partis politiques de l’Ouest qui peuvent apporter des moyens de formation, de réforme, d’encouragement de l’Etat de droit. Et bien sûr, il faut faire un effort dans le secteur de l’information. Il est triste de penser que les 20 milliards d’euros promis à Barcelone pour changer l’image de nos pays dans le Moyen-Orient ne sont pas utilisés. Il est regrettable qu’aucune entreprise audiovisuelle française ne produise des programmes destinés à modifier l’image de nous-même aux yeux des masses du Moyen-Orient.

Bernard Dorin rend compte au colloque de sa récente mission au Kurdistan. Il a constaté une situation très calme sans méconnaître que des menaces pèsent encore sur la communauté kurde, mise à l’épreuve par Saddam Hussein, mais aussi par le gouvernement turc.

Katerina Delacoura propose de prendre l'exemple de la Turquie. Voilà un pays où les Islamistes ont pris le pouvoir. Pour autant la Turquie n'est pas opposée à la modernité et à la démocratie. Si l'on veut progresser il faut tenir compte des Islamistes. Ceux-ci veulent être reconnus comme des participants au jeu démocratique. Le principe en est excellent. Encore faut-il le mettre en œuvre. Enfin l'Occident s'appuie sur des partis traditionnels pour limiter l'influence des Islamistes. En fait les partis traditionnels s'affaiblissent.

Lord Temple-Morris constate que la seule démocratie qui existe au Moyen-Orient est celle d'Israël. Mais peut-on l'imposer à ceux qui ne la pratiquent pas ? Elle doit être encouragée mais non imposée. En effet, dans une certaine mesure la démocratie est un luxe. Celle que l'on nous propose est peut-être un peu insuffisante : que l'on songe à celle qui a cours aujourd'hui en Russie, au Pakistan, en Inde. Il faut rendre la démocratie désirable, montrer qu'elle permet de mieux progresser et d'offrir une meilleure gouvernance.

Sami Khiyami qui a participé en 2001 au « printemps de Damas » a pu constater à cette occasion combien la Syrie était loin du modèle occidental. La Syrie perd une partie de ses élites : ses banquiers travaillent un peu partout dans le monde mais peu en Syrie. Les réformes du régime syrien sont restées très théoriques. La Syrie n'a que peu d'exemples à suivre. Le Liban est un Etat multiculturel, Israël a un régime d'apartheid : il reste l'exemple turc dont on ne sait pas s'il peut être considéré comme un exemple. Il faudrait un calendrier par phases. Dans une seconde phase, après un choix politique, il faudrait introduire la concurrence du marché : les Occidentaux y auraient intérêt. Une fois encore le modèle turc est à envisager.

Engagé dans le dialogue interconfessionnel des pays monothéistes, Sidney Shipton revient sur le sens du mot « démocrate ». Le Hamas est-il démocrate ? L'orateur en doute. La constitution du Hamas a de quoi inquiéter. Ce que l'on en sait – à travers son site Internet est très préoccupant. On ne peut pas dire qu'il y ait un dialogue possible. Tant que le Hamas ne reconnaîtra pas l'Etat d'Israël, comment le dialogue pourrait-il être possible ?

Christopher Segar approuve les considérations de Lord Temple-Morris. La stabilité est une priorité, avant celle de la démocratie. Celle-ci n'est pas un simple jeu politique qui permet de prendre le pouvoir.

Bassma Kodmani s'efforce d'adopter une approche concrète au problème de l'accompagnement des peuples du Moyen-Orient vers la démocratie et vers le progrès. L'ingérence dans les affaires intérieures est-elle positive ou négative ? Il peut être distingué trois niveaux : le gouvernemental, le non-gouvernemental (ONG, etc) et l'universitaire, les deux derniers étant ceux de la société civile.

L'ingérence a un caractère irritant : l'aide sous condition par exemple. Mais il faut reconnaître que cette approche réussit assez bien. On en a l'expérience avec le respect des droits de l'Homme, la défense des prisonniers politiques. On obtient des résultats si les mises en garde sont sérieuses.

A propos d'une ouverture démocratique « par le haut », il faut noter que les gouvernements autoritaires s'interrogent avant d'agir ou de réprimer. Ils tiennent compte des mesures de rétorsion qui peuvent être prises, surtout si cela leur coûte cher. Nous souhaitons tous voir arriver des démocrates au pouvoir. Il faut passer par l'élection qui doit être programmée et qui est indispensable pour donner la sanction du suffrage universel au processus démocratique.

Le renouveau de l'Islam est nécessaire. Il faut procéder à une nouvelle lecture des textes. Cependant l'Islam se reformera tout seul. Il faut développer un dialogue critique sur tout les points qui nous sont chers, comme les droits de l'Homme. Faute de mobiliser les forces modérées on risque d'avoir à répondre à des partenaires qui tourneront le dos au dialogue.

Paul Stevens constate que l'on associe généralement démocratie et progrès : il s'en faut qu'il en soit nécessairement ainsi. Les deux mouvements ne vont pas nécessairement de pair. L'histoire en témoigne. Le vote en faveur du Hamas est-il une récompense à la démocratisation du régime palestinien ?

Michel Massih estime que l'Occident doit saluer l'avènement de la démocratie, même si cette démocratie est encore un balbutiement et s'il déconcerte les Occidentaux. Les élections du Hamas étaient respectables. La réaction de la communauté internationale a été d'encourager le terrorisme, alors qu'il fallait tenter d'ouvrir un dialogue avec le Hamas.

Sir Brian Crowe, sur ce même thème, a rappelé que le Président Bush a déclaré à Londres qu'il ne soutiendrait pas un pays autoritaire pour sa capacité à maintenir la stabilité. C'est une déclaration incompréhensible ! Cela ne peut se comprendre que comme un acte de positionnement politique.

On a parlé des 20 milliards d'euros qui doivent permettre d'atteindre la population par les médias destinés à l'opinion du Moyen-Orient. Mais cela ne fait guère progresser la démocratie.

Tirant des conclusions des échanges de vues sur l'accompagnement au progrès et à la démocratie, Jonathan Steele constate un contrepoint entre les notions de démocratie et de stabilité. Le mouvement doit venir de la base. Evoquant l'exemple espagnol, Jonathan Steele rappelle que, malgré des pressions externes, le mouvement vers la démocratie en Espagne a été un long processus qui s'est fait à son rythme. Mais « la transition » a été pacifique.

La démocratisation de la société est acceptée tant qu'elle ne remet pas en cause le pouvoir. Il faut que les deux mouvements marchent de pair.

La démocratie, cela été dit souvent, ne se limite pas aux élections. Elle exige qu'il y ait moins de pressions externes et que la société évolue. Nous n'avons certes pas de leçons à donner aux sociétés du Moyen-Orient qui évoluent à leur rythme. Nous devons les assister dans le processus en cours. Beaucoup d'aide arrive, par différents canaux.

Concluant le débat, Jean-Claude Cousseran en tire une conclusion assez pessimiste. Qui sommes-nous ? Quelle légitimité avons-nous pour plaider en faveur de la démocratie ? Tout est contestable lorsque l'on se situe à ce niveau de principes. Sommes-nous honnêtes, sommes-nous réalistes dans nos propositions ?

Lorsqu'un des participant tout à l'heure a dit que « la démocratie est un luxe », il a résumé le débat. Nous avons parfois des doutes mais le pire ne serait-il pas que notre doute nous conduise à choisir l'absence de démocratie, ce qui serait pour nous la pire des catastrophes.

ORDRE DU JOUR

Les deux pays ont l'expérience et la connaissance de la région. Ont-ils des messages concordants et des projets d'actions à transmettre et à mettre en œuvre en raison de l'importance de cette zone ?

9 H 00 Ouverture des travaux par M. Jacques Viot

9 H 05 Allocutions de M. Jean-Pierre Lafon et Sir Harold Walker

9 H 30 LES MENACES

Intervenants : M. Frank Gardner et M. Gilles Kepel

1. Principaux points de fixation : Afghanistan, Irak, Iran, Israël-Palestine, Syrie-Liban
2. Hostilité envers l'Occident
 - Rejet d'une modernité dont beaucoup d'aspects choquent sans apporter la justice
 - L'Occident apparaît comme un nouveau colonialisme (activité militaire étrangère)
 - Aggravation de l'hostilité des populations envers leurs dirigeants
3. Montée des intégrismes (causes ; visibilité et réalité)
4. Du sentiment d'humiliation à la recherche de la puissance : l'équilibre militaire, l'arme du terrorisme, l'arme du nucléaire, l'arme du pétrole.
5. Face à ces menaces
 - Absence de compréhension et de volonté commune de la part des pays occidentaux
 - Divisions de l'Occident et de l'Union européenne sur l'Irak
 - Procrastination dans la recherche d'un règlement de paix entre Israël et les Palestiniens
 - Confiance excessive dans les moyens militaires

Discussion générale

11 H 00 Pause

11 H 15 Reprise des travaux

LES PERSPECTIVES

Intervenants : M. Antoine Sivan et Sir Marrack Goulding

A - Sorties de crises

1. Irak : quel accord en vue de la reconstruction ?
2. Recherche d'un règlement du conflit israëlo-palestinien sur la base des

résolutions de l'ONU. Les Etats-Unis ont les moyens de faire pression sur les deux partenaires. Le veulent-ils ? La France et le Royaume-Uni peuvent-ils les y encourager ?

3. Comment maintenir une pression sur l'Iran par une action coordonnée des cinq membres permanents du Conseil de sécurité, en tenant compte des courants divers existant dans ce pays ?

4. Est-il possible de maintenir un dialogue avec la Syrie en vue d'un équilibre durable entre celle-ci et le Liban ?

Discussion générale

12 H 30 Déjeuner

14H 00 **B – Accompagnement vers la démocratie et le progrès**

Intervenants : M. Jonathan Steele et M. Jean-Claude Cousseran

1. Les aléas des élections doivent-elles détourner de l'évolution vers la démocratie ? Ne faut-il pas insister sur les valeurs qui la soutiennent (état de droit, respect des minorités,...) ? Comment les développer par l'éducation et la vie associative ?

2. Ne faut-il pas tenir compte des diversités locales, en évitant de faire de la démocratie un moyen d'action qui serait ressenti comme une domination occidentale ?

3. Comment encourager le développement des capacités économiques et gestionnaires dans la région ?

4. Y-a-t-il place pour un règlement géopolitique global ?

Discussion générale

15 H 45 Pause

16 H 00 Reprise des travaux

Conclusions : le rôle de la France et de la Grande-Bretagne

- Recherche de positions communes au sein de l'Union européenne et avec Washington
- Actions concertées avec Moscou, Pékin et d'autres capitales

17 H 00 Fin des travaux

LISTE DES PARTICIPANTS FRANÇAIS

Coprésident :

Jean-Pierre LAFON

Ambassadeur de France

Ancien Secrétaire général du Ministère des Affaires étrangères

Jean-René BERNARD

Inspecteur général des finances honoraire

Vice-Président et Trésorier de la Section française du Conseil franco-britannique

Sylvie BLUMENKRANTZ

Sous-directeur de la Section française du Conseil franco-britannique

Dominique BROMBERGER

Editorialiste à France Inter

Jean-Claude COUSSERAN

Ancien ambassadeur de France en Egypte

Chargé de mission au Centre d'Analyse et de Prévision

Ministère des Affaires étrangères

Alain DEJAMMET

Ambassadeur de France

Bernard DORIN

Ambassadeur de France

André FONTAINE

Journaliste, historien

Ancien Directeur du journal Le Monde

Jacques HUNTZINGER

Ambassadeur itinérant chargé de la dimension internationale

de la Shoah, des spoliations et du devoir de mémoire

Pierre JOXE KBE

Ancien Ministre

Membre du Conseil constitutionnel

Gilles KEPEL

Directeur de la Chaire Moyen-Orient – Méditerranée

Fondation nationale des Sciences politiques

Bassma KODMANI

Chercheur associé au Collège de France

Directeur du consortium Arab Reform

Initiative

Jean-Marie LE BRETON

Vice-Président de la Section française du

Conseil franco-britannique

Christian NAKHLE

Chargé de mission

Centre d'Analyse et de Prévision, Ministère des Affaires étrangères

François NICOULLAUD

Président de l'Association démocratique des

Français à l'étranger

Ancien ambassadeur de France en Iran

Général Jean RANNOU

Ancien Chef d'Etat-Major de l'Armée de l'Air

Pierre RAZOUX

Chargé des relations bilatérales avec le

Royaume-Uni

Délégation aux Affaires stratégiques, Ministère de la Défense

Pauline SCHNAPPER

Professeur de civilisation britannique à Paris III

Henri SERVANT

Ancien ambassadeur de France en Syrie

Antoine SIVAN

Sous-directeur du Moyen-Orient

Ministère des Affaires étrangères

Jacques VIOT

Ambassadeur de France

Président de la Section française du Conseil franco-britannique

LISTE DES
PARTICIPANTS
BRITANNIQUES

Co-chair:

Sir Harold (Hooky) WALKER
Chairman, Royal Society for Asian Affairs
Former Ambassador Bahrain, UAE and Iraq

Sir Brian CROWE
Vice Chairman, Chatham House, Former DG
for External and Politico-Military Affairs in the
EU Council of Ministers

Dr Katerina DALACOURA
Lecturer in International Relations, LSE

Tom FLETCHER
First Secretary
British Embassy, Paris

Maurice FRASER
Fellow in European Politics, LSE

Frank GARDNER OBE
BBC Security Correspondent

Sir Marrack GOULDING
Warden of St Antony's College Oxford,
Former UN Under Secretary-General, UN
Affairs

Sir John HOLMES KCMG
British Ambassador to France

Ann KENRICK
Secretary-General, Franco-British Council

Dr Sami KHIYAMI
Syrian Ambassador to the UK

Michel MASSIH QC
Criminal and human rights lawyer

Former Chair, British Palestinian Society in
London

Yossi MEKELBERG
Associate Fellow, Middle East Programme,
The Royal Institute of International Affairs

Alan MONTEFIORE
Emeritus Fellow, Balliol College, President,
Forum for European Philosophy

Professor Roger MORGAN
Formerly European University Institute,
Florence

Henry PAKER
Publications, Franco-British Council

Christopher SEGAR
Chairman, Middle East Forum for
Reconciliation, Dep. Director, Business
Development, Centre for Studies in Security
and Defence, University of Birmingham

Patrick SEALE
Writer of "The struggle for the Middle East"
and biographer of President Assad

Sidney L SHIPTON
OBE Director, The Three Faiths Forum

Professor Mona SIDDIQUI
Professor of Islamic Studies,
University of Glasgow

Jonathan STEELE
Senior Foreign Correspondent, The Guardian

Professor Paul STEVENS
Professor of Petroleum Policy and Economics,
CEPMLP, University of Dundee

Lord TEMPLE-MORRIS
Chairman, British-Iranian All-Party
Parliamentary Group

Le Conseil franco-britannique est né, au moment de l'adhésion du Royaume-Uni à la Communauté européenne, d'une initiative commune du Président Georges Pompidou et du Premier ministre Edward Heath.

Son objet est de contribuer à une meilleure compréhension entre les deux pays par le moyen de rencontres de personnalités ou de spécialistes, notamment dans les domaines de la culture, de la science, de l'art, de la politique et des entreprises.

CONSEIL FRANCO-BRITANNIQUE

Section française

66, rue de Bellechasse, 75007 Paris

Téléphone : 01 42 75 79 83 - Télécopie : 01 42 75 79 87

Mél. : conseilfrancobritannique@wanadoo.fr

Site : www.conseilfrancobritannique.info